

Groupe les Républicains

Paris, le

Le Président

Monsieur le Président de la République
M. Emmanuel Macron
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président,

Jamais, notre République n'a été confrontée à une telle épreuve sanitaire. Depuis près de 12 mois, le coronavirus sévit sur le territoire national. Il contamine, jour après jour, des milliers de Français. Heure après heure, il ôte la vie à des centaines d'entre nous. Après la première vague du mois de mars et l'accalmie de l'été, voici nos compatriotes de nouveau appelés à la mobilisation générale. Pour sauver des vies, nous devons sans doute contraindre de nouveau nos libertés. L'enjeu est de taille : il nous faut gagner la seconde bataille contre le coronavirus.

Malgré des stocks sanitaires plus importants qu'au mois de mars, cette deuxième vague submergera davantage notre pays. Combien d'entreprises, de commerçants, d'artisans se noieront dans un reconfinement économique ? Combien de nos aînés et de nos concitoyens sombreront dans l'isolement psychologique ? Nous sommes face à un choix impossible entre le tsunami sanitaire et le raz de marée socio-économique.

Depuis le début de cette crise, la représentation nationale a assumé les missions qui lui ont été confiées par les Français. A chaque fois que cela était nécessaire, elle a voté les mesures de protection de nos compatriotes et de leurs emplois. Assumant son rôle de contrôle, elle a aussi proposé des mesures pour pallier l'insuffisance de celles qui avaient été choisies.

Dès le 24 avril, le groupe parlementaire que je préside a transmis à votre gouvernement un plan de déconfinement. Celui-ci ne visait pas seulement à relancer notre économie. Il avait surtout pour objectif d'éviter un nouveau confinement. Certaines de ses propositions ont d'ailleurs été reprises par votre majorité. Nous pensons par exemple à l'obligation du port du masque ou encore à la massification du dépistage. D'autres, en revanche, sont restées sans lendemain. Votre majorité a ainsi voté contre nos propositions de loi visant à geler les fermetures de lits et surtout à permettre à nos directeurs d'hôpitaux d'en ouvrir de nouveaux pour une période de 24 mois, sans autorisation préalable des autorités régionales de santé.

Contre le coronavirus, il n'y aura jamais de solution miracle. Mais il existe une succession de politiques publiques qui peuvent, les unes après les autres, constituer une digue face aux vagues successives. Ouverture d'hôpitaux éphémères, formation accélérée de nos professionnels de santé, recrutement d'un corps d'auxiliaire de santé pour décharger des tâches quotidiennes des soignants, recrutement d'infirmiers et de médecins réanimateurs à l'étranger, autorisation des tests antigéniques, plan de relance qui fait de la santé la priorité, mise en quarantaine des étrangers arrivant sur le sol national, vote d'ici la fin de l'année d'une loi de programmation en santé pour 5 ans, dépistage des enseignants, prise de température des élèves obligatoires à l'entrée des établissements, isolement réel des cas positifs : nombre de ces mesures ont été prises par des gouvernements étrangers. En France, avec regret, nous constatons que tout n'a pas été essayé pour éviter un nouveau confinement.

Monsieur le Président, la situation à laquelle notre pays doit faire face est délicate. Nous le savons désormais : dans la guerre contre le coronavirus, il n'y aura pas qu'une seule bataille. Après celle du printemps, nous devons gagner celle qui est devant nous. Mais combien devons-nous en mener pour obtenir la victoire finale ? Combien d'efforts seront encore demandés aux Français ? Combien de temps devons-nous contraindre nos libertés ?

Aujourd'hui, comme hier, nous resterons une force de propositions. Nous le resterons car les efforts de cette guerre ne peuvent reposer que sur les épaules des Français. Plus que jamais l'appareil d'Etat doit apprendre à se mobiliser et à se réformer pour éviter de nouveaux confinements.

Monsieur le Président, députés de la Nation, nous ne pouvons nous résoudre à la résignation. Dès demain, la représentation nationale sera appelée à débattre et voter la stratégie de votre gouvernement. Il est désormais de son devoir de reprendre nos propositions pour, vraiment, tout essayer contre le coronavirus.

Dans l'espoir de jours meilleurs, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre respectueuse considération.

Avec toute ma considération,



Damien ABAD
Député de l'Ain
Président du Groupe Les Républicains
à l'Assemblée nationale